



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.451/4
du 4 décembre 2013

advies 54.451/4
van 4 december 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
exécution de la loi relative à la
police de la circulation
routière, coordonnée le
16 mars 1968, en ce qui
concerne l'analyse salivaire et
le prélèvement sanguin dans le
cadre de la conduite sous
l'influence de certaines
substances psychotropes ainsi
que l'agrément des
laboratoires'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van de
wet betreffende de politie over
het wegverkeer, gecoördineerd
op 16 maart 1968, wat betreft
de speekselanalyse en de
bloedproef bij het sturen onder
invloed van bepaalde
psychotrope stoffen en de
erkenning van de laboratoria'

Le 8 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne l'analyse salivaire et le prélèvement sanguin dans le cadre de la conduite sous l'influence de certaines substances psychotropes ainsi que l'agrément des laboratoires'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 décembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 décembre 2013.

*

Op 8 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, wat betreft de speekselanalyse en de bloedproef bij het sturen onder invloed van bepaalde psychotrope stoffen en de erkenning van de laboratoria'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 december 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 december 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 4 novembre 2013. Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

2. L'article 1^{er}, alinéa 2, du Règlement général sur les frais de justice en matière répressive¹ dispose :

« Sur proposition de la commission des frais de justice répressive et pour servir d'éléments d'appréciation au juge taxateur, le Ministre de la Justice peut établir un taux normal des honoraires dans un barème à la révision duquel il est éventuellement procédé le dernier trimestre de chaque année ».

L'article 26 du projet, qui vise à remplacer l'article 12 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1980 'établissant le taux normal des honoraires des personnes requises en raison de leur art ou profession, en matière répressive', ne peut être adopté que sur la proposition de la commission des frais de justice répressive.

Il revient à l'auteur du projet de vérifier que cette proposition a bien été formulée, et de compléter le préambule par un alinéa consacré à son visa.

3. Plusieurs dispositions du projet d'arrêté fixent des caractéristiques relatives à la composition du système de prélèvement de salive mis à la disposition par l'autorité requérante (article 11, § 1^{er}, du projet) ainsi que la méthode d'analyse (article 13, § 1^{er}, du projet). Il en va de même de la composition du système de prélèvement de sang (articles 15 et 16).

Ces dispositions fixent des « règles techniques » au sens de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information'.

¹ Annexe de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 'portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive'.

En vertu de l'article 8 de la directive 98/34/CE, de telles dispositions doivent, lorsqu'elles sont à l'état de projet, être communiquées à la Commission européenne.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement cette formalité.

4. L'attention est attirée sur le fait que si, à l'issue de ces procédures, le projet d'arrêté était modifié pour tenir compte des résultats de celles-ci, une nouvelle consultation de la section de législation du Conseil d'État s'imposerait ², sauf si les modifications apportées au texte tendaient également à répondre aux observations faites dans l'avis donné sur la présente demande.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

À l'alinéa 1^{er}, il convient de ne viser, au titre de fondement légal du projet, que le seul article 44*bis*, § 4, du Code d'instruction criminelle ³.

Alinéa 2

L'article 1380, alinéa 2, du Code judiciaire, ne procure pas de fondement légal au projet. L'alinéa 2 doit donc être omis du préambule.

Alinéa 3

L'alinéa 3 est consacré au visa des articles 3 et 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006. L'article 3 de cette loi-programme ne procurant pas de fondement légal au projet, seul le visa de son article 6 doit être conservé ⁴.

Alinéa 4

À l'alinéa 4, il convient de ne viser, au titre de fondement légal du projet, que les seuls articles 62*ter*, § 4, et 64 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968.

² La section de législation limiterait alors son examen aux modifications apportées au texte.

³ Auquel renvoie l'article 64 de la loi sur la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968.

⁴ Au titre de fondement légal de l'article 26 du projet examiné.

Alinéa 5

L'arrêté royal du 5 novembre 1971 'portant création et érection en établissement scientifique de l'État de l'Institut national de criminalistique' n'est pas modifié par le projet et ne peut lui procurer de fondement légal. L'alinéa 5, qui le vise, doit donc être omis du préambule.

Par contre, il convient d'insérer dans le préambule un nouvel alinéa consacré au visa de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1980 'établissant le taux normal des honoraires des personnes requises en raison de leur art ou profession, en matière répressive', que l'article 26 du projet vise à modifier.

Alinéas 7 et suivants

Aux alinéas 7 et suivants, il convient de ne viser que les formalités préalables présentant un caractère obligatoire, afin de les distinguer clairement des consultations ne présentant pas ce caractère, à savoir l'avis de Centrex-Circulation routière et du Collège des Procureurs généraux. Ces dernières pourront toutefois être mentionnées, si l'auteur du projet le souhaite, sous la forme d'un considérant.

DISPOSITIF

Article 2

Les mots « Sous les sanctions prévues par l'article 3, alinéa 4, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, » doivent être omis.

En effet, il ne revient pas à l'auteur du projet de déterminer si un comportement tombe ou non sous le coup de l'incrimination prévue par cette disposition légale, laquelle ne vise, d'ailleurs, que le refus d'exécuter une mission requise par un magistrat.

Article 7

L'article 7, alinéa 4, dispose que « l'article 44*bis*, § 2, du Code d'instruction criminelle est applicable à l'expert appelé à effectuer l'analyse ».

L'article 64 de la loi du 16 mars 1968 ne rend toutefois applicables aux infractions aux lois et règlements relatifs à la police du roulage que les seuls paragraphes 3 et 4 de l'article 44*bis*, précité.

Cet article 64 constitue une exception au prescrit de l'article 44*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, qui énonce que « cette disposition n'est toutefois pas applicable en cas d'infractions aux lois et règlements relatifs à la police du roulage ».

L'article 7, alinéa 4, doit dès lors être omis.

Article 8

Il ressort du commentaire de l'article 8 du projet que la notion de « personne compétente » n'y vise pas la même personne que l'article 21, § 1^{er}, 6°, C). L'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, doit, sur ce point, être rédigé d'une manière plus précise.

Article 9

L'article 9, alinéa 2, prévoit que la contre-expertise ne peut être réalisée par le laboratoire qui a procédé à la première analyse. Cette disposition n'est conforme ni au prescrit de l'article 62ter, § 4, de la loi du 16 mars 1968, ni à celui de l'article 44bis, § 4, du Code d'instruction criminelle, auquel renvoie l'article 64 de la loi du 16 mars 1968. Elle doit donc être omise.

Article 10

Il est inutile de rappeler dans un arrêté royal que le ministre est habilité à passer des marchés de services avec les laboratoires agréés. En effet, la loi du 15 juin 2006 'relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services' trouve ici à s'appliquer immédiatement.

L'article 10 sera omis.

Article 11

1. À l'article 11, § 2, alinéa 5, il convient de préciser que la seconde étiquette adhésive qui scelle l'échantillon doit également être complétée.
2. La même observation vaut pour les articles 15, alinéa 5, 6°, et 16, alinéa 2, du projet.

Article 13

L'auteur du projet est invité à vérifier s'il ne convient pas, à l'article 13, § 2, du projet, de viser également l'agrément provisoire prévu par l'article 19.

Article 15

À l'alinéa 5, il y a lieu de remplacer les mots « en néerlandais et en français » par les mots « dans les trois langues nationales » à l'instar de ce que prévoit l'article 11, § 1^{er}, alinéa 4, du projet.

Article 19

1. L'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, prévoit que la demande d'agrément provisoire doit être adressée « au délégué du ministre compétent pour le service public visé à l'article 1, 5° ». Il convient d'y préciser auquel des fonctionnaires généraux visés à l'article 1^{er}, 6°, du projet, doit être adressée cette demande.
2. L'observation qui précède vaut également pour l'article 22, § 3, alinéa 2, du projet.
3. À l'article 19, § 2, alinéa 3, les mots « modifiés par la loi du 31 juillet 2009 » doivent être omis, afin de ne pas figer la référence ainsi faite à cette disposition légale. Cette observation vaut aussi pour l'article 21, § 1^{er}, 6°, B), c), du projet.
4. Une observation similaire vaut pour l'article 21, § 1^{er}, 2°.
5. À défaut de fondement légal, l'article 19, § 4, alinéa 3, relatif à la divulgation des informations concernées doit être omis.
6. L'observation qui précède vaut également pour l'article 22, § 4, alinéa 2, du projet.

Article 21

1. À l'article 21, § 1^{er}, 4°, 1^{er} tiret (lire : a)), il convient de se référer à « l'action commune 98/733/JAI », et non à « l'Action commune 98/773/JAI ». Il convient également de mentionner l'intitulé complet de celle-ci.
2. À l'article 21, § 1^{er}, 4°, 2^e tiret (lire : b)), il convient de se référer à la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé, qui a abrogé l'action commune 98/742/JAI.
3. La référence à la « décision du Conseil du 26 mai 1997 » doit également être remplacée par une référence à la « Convention établie sur la base de l'article K.3, paragraphe 2, point c), du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997 ».
4. De même, à l'article 21, § 1^{er}, 4°, 3^e tiret (lire : c)), il convient de faire mention de l'intitulé complet de la convention visée, à savoir la « Convention établie sur la base de l'article K.3, du traité de l'Union européenne 'relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995 ».
5. À l'article 21, § 1^{er}, 4°, 4^e tiret (lire : d)), il convient de se référer à la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 'relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme', qui a abrogé la directive 91/308/CEE.

6. L'article 21, § 1^{er}, 4^o, doit être également complété en y renvoyant aux dispositions de droit interne qui transposent ou exécutent les normes européennes précitées.

7. L'article 21, § 2, doit être complété afin de préciser où sont « mentionnées » les conditions concernées.

Article 23

1. À l'article 23, § 2, alinéa 1^{er}, a), 1^{er} tiret, la référence faite au « paragraphe a) précédent » doit être corrigée : un paragraphe s'identifie, en effet, par la mention de son numéro ; les subdivisions en a), b), etc, ne pouvant être utilisées qu'à l'intérieur d'une phrase, pour y identifier les éléments d'une énumération.

2. À l'article 23, § 2, alinéa 1^{er}, c), la notion de « demandes réitérées » est trop imprécise et doit par conséquent être revue.

3. L'article 23, § 3, alinéa 3, relatif aux procédures de recours contre les suspensions et retraits d'agrément, est inadmissible et doit être omis puisqu'il ne fait que rappeler la compétence du Conseil d'État en matière d'acte administratif.

Article 26

L'article 26 du projet vise à remplacer⁵ l'article 12 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1980 'établissant le taux normal des honoraires des personnes requises en raison de leur art ou profession, en matière répressive'.

Les rubriques 1^o à 10^o de l'article 12, en projet, de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1980, correspondent aux rubriques I à XI, de la disposition remplacée. Le point 10^o, en projet, semble cependant opérer une confusion entre les actuelles rubriques X et XI.

Il revient à l'auteur du projet de vérifier la disposition examinée sur ce point, et de modifier, le cas échéant, la numérotation des différentes rubriques qui y sont énumérées.

Article 27

Les mots « et son annexe » sont inutiles et doivent être omis.

Par ailleurs, l'abrogatoire doit mentionner toutes les modifications toujours en vigueur subies par l'arrêté abrogé⁶.

⁵ Et non à modifier, comme l'exprime le membre de phrase liminaire de cet article.

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 138.

Le texte sera complété en ce sens.

OBSERVATIONS FINALES

1. Plusieurs dispositions utilisent l'expression « jours de calendrier »⁷ ou « jours calendrier »⁸ qui est un anglicisme. Puisqu'il s'agit en l'espèce de compter des jours ordinaires, il suffit d'écrire « jours »⁹.

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

2. À l'article 6, les mots « au présent arrêté » seront omis¹⁰.

La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

3. Le projet contient de nombreuses fautes d'accord qu'il convient de vérifier¹¹.

L'ensemble du projet sera soigneusement relu.

*

⁷ Voir notamment l'article 7, alinéa 2, l'article 8, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3.

⁸ Voir l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 95, a).

¹⁰ *Ibid.*, recommandation n° 72, a).

¹¹ Voir, pour le texte français, à titre d'exemples, les articles 8, § 1^{er}, alinéa 3, et 21, § 1^{er} « délit terrorist ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de drie gewestregeringen worden betrokken bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp.

In het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, bevinden zich evenwel alleen de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gezonden en die, net als de adviesaanvraag, 4 november 2013 zijn gedagtekend. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

2. Artikel 1, tweede lid, van het Algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken¹ luidt als volgt:

“Op voorstel van de Commissie voor de gerechtskosten in strafzaken, kan de Minister van Justitie het normaal bedrag der honoraria vaststellen in een schaal die de met de begroting belaste rechter als leidraad neemt en die eventueel in het laatste kwartaal van elk jaar wordt herzien”.

Artikel 26 van het ontwerp, dat ertoe strekt artikel 12 van het ministerieel besluit van 20 november 1980 ‘tot vaststelling van het normaal bedrag van de honoraria der personen opgeroepen in strafzaken wegens hun kunde of hun beroep’ te vervangen, kan alleen op voorstel van de Commissie voor de gerechtskosten in strafzaken worden uitgevaardigd.

De steller van het ontwerp moet nagaan of dat voorstel wel degelijk geformuleerd is en moet de aanhef aanvullen met een lid dat naar dat voorstel verwijst.

3. In verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit worden kenmerken vastgesteld van de samenstelling van het spekselafnamesysteem dat ter beschikking wordt gesteld door de opvorderende overheid (artikel 11, § 1, van het ontwerp) en van de analysemethode (artikel 13, § 1, van het ontwerp). Hetzelfde geldt voor de samenstelling van het bloedafnamesysteem (artikelen 15 en 16).

Deze bepalingen stellen “technische voorschriften” vast in de zin van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 ‘betreffende een

¹ Bijlage bij het koninklijk besluit van 28 december 1950 ‘houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken’.

informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij'.

Krachtens artikel 8 van richtlijn 98/34/EG moeten dergelijke bepalingen in het ontwerpstadium aan de Europese Commissie worden meegedeeld.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld.

4. Er wordt op gewezen dat indien het ontwerpbesluit na afloop van deze procedures gewijzigd wordt teneinde rekening te houden met de uitkomst ervan, de afdeling Wetgeving van de Raad van State opnieuw moet worden geraadpleegd,² behalve indien de wijzigingen die in de tekst worden aangebracht er eveneens toe strekken gevolg te geven aan de opmerkingen die worden geformuleerd in het advies dat over deze aanvraag wordt gegeven.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Eerste lid

In het eerste lid moet alleen naar artikel 44*bis*, § 4, van het Wetboek van Strafvordering worden verwezen als rechtsgrond van het ontwerp.³

Tweede lid

Artikel 1380, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp. Het tweede lid moet dus uit de aanhef worden weggelaten.

Derde lid

In het derde lid wordt verwezen naar de artikelen 3 en 6 van de programmawet (II) van 27 december 2006. Daar artikel 3 van die programmawet voor het ontwerp geen rechtsgrond oplevert, behoort alleen te worden verwezen naar artikel 6 ervan.⁴

Vierde lid

In het vierde lid moeten alleen de artikelen 62*ter*, § 4, en 64 van de wet 'betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968' als rechtsgrond van het ontwerp worden vermeld.

² De afdeling Wetgeving zou dan alleen de wijzigingen onderzoeken die in de tekst zijn aangebracht.

³ Waarnaar wordt verwezen in artikel 64 van de wet 'betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968'.

⁴ Als rechtsgrond van artikel 26 van het voorliggende ontwerp.

Vijfde lid

Het koninklijk besluit van 5 november 1971 ‘tot instelling van een Nationaal Instituut voor criminalistiek, met het statuut van wetenschappelijke inrichting van de Staat’ wordt bij het ontwerp niet gewijzigd en kan er zelf geen rechtsgrond voor opleveren. Het vijfde lid, waarin naar dat besluit wordt verwezen, moet dus uit de aanhef worden weggelaten.

Daarentegen moet in de aanhef een nieuw lid worden ingevoegd dat een verwijzing bevat naar het ministerieel besluit van 20 november 1980 ‘tot vaststelling van het normaal bedrag van de honoraria der personen opgeroepen in strafzaken wegens hun kunde of hun beroep’, dat bij artikel 26 van het ontwerp wordt gewijzigd.

Zevende lid en volgende

In het zevende lid en de daaropvolgende leden behoort alleen te worden verwezen naar de verplichte voorafgaande vormvereisten, teneinde ze duidelijk te onderscheiden van niet raadplegingen die verplicht zijn, te weten het advies van Centrex-Wegverkeer en het advies van het College van Procureurs-generaal. Indien de steller van het ontwerp zulks wenst, kan hij de laatstgenoemde adviezen wel als overweging vermelden.

DISPOSITIEF

Artikel 2

De woorden “Op straffe van de sancties bepaald in artikel 3, vierde lid van de programmawet (II) van 27 december 2006” moeten worden weggelaten.

Het staat immers niet aan de steller van het ontwerp te bepalen of een gedraging al dan niet valt onder de strafbaarstelling waarin deze wettelijke bepaling voorziet, welke bepaling overigens alleen betrekking heeft op de weigering een opdracht uit te voeren die door een magistraat wordt gelast.

Artikel 7

Artikel 7, vierde lid, luidt als volgt: “Artikel 44*bis*, § 2, van het Wetboek van Strafvordering is van toepassing op de deskundige gevorderd om de analyse te verrichten.”

Artikel 64 van de wet van 16 maart 1968 maakt evenwel enkel de paragrafen 3 en 4 van het voornoemde artikel 44*bis* toepasselijk op de overtredingen van de wetten en verordeningen betreffende het wegverkeer.

Dat artikel 64 vormt een uitzondering op het bepaalde van artikel 44*bis*, § 1, tweede lid, dat luidt als volgt: “Deze bepaling is echter niet van toepassing in geval van overtreding van de wetten en verordeningen betreffende het wegverkeer.”

Artikel 7, vierde lid, moet derhalve worden weggelaten.

Artikel 8

Uit de bespreking van artikel 8 van het ontwerp blijkt dat met het begrip “bevoegde persoon” daarin niet naar dezelfde persoon wordt verwezen als in artikel 21, § 1, 6°, C). Artikel 8, § 1, moet op dat punt duidelijker worden geredigeerd.

Artikel 9

In artikel 9, tweede lid, wordt bepaald dat de tegenexpertise niet mag worden uitgevoerd door het laboratorium dat de eerste analyse heeft uitgevoerd. Die bepaling stemt niet overeen met het voorschrift van artikel 62*ter*, § 4, van de wet van 16 maart 1968, noch met het voorschrift van artikel 44*bis*, § 4, van het Wetboek van Strafvordering, waarnaar artikel 64 van de wet van 16 maart 1968 verwijst. Ze moet dan ook worden weggelaten.

Artikel 10

Het is onnodig in een koninklijk besluit te vermelden dat de minister gemachtigd is om overheidsopdrachten voor diensten te gunnen aan erkende laboratoria. De wet van 15 juni 2006 ‘overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten’ is hier immers van onmiddellijke toepassing.

Artikel 10 dient te vervallen.

Artikel 11

1. In artikel 11, § 2, vijfde lid, moet worden gepreciseerd dat het tweede kleefbriefje waarmee het staal wordt verzegeld, eveneens moet worden ingevuld.
2. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 15, vijfde lid, 6°, en 16, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 13

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of in artikel 13, § 2, van het ontwerp niet tevens moet worden verwezen naar de voorlopige erkenning waarin artikel 19 voorziet.

Artikel 15

In het vijfde lid moeten de woorden “in het Nederlands en in het Frans” worden vervangen door de woorden “in de drie landstalen”, overeenkomstig wat in artikel 11, § 1, vierde lid, van het ontwerp wordt bepaald.

Artikel 19

1. In artikel 19, § 1, eerste lid, wordt bepaald dat de aanvraag tot voorlopige erkenning aan “de gemachtigde van de minister bevoegd voor de overheidsdienst bepaald in artikel 1, 5°” moet worden gericht. Er moet worden gepreciseerd aan welke van de ambtenaren-generaal vermeld in artikel 1, 6°, van het ontwerp, die aanvraag moet worden gericht.
2. De voorgaande opmerking geldt ook voor artikel 22, § 3, tweede lid, van het ontwerp.
3. In artikel 19, § 2, derde lid, moeten de woorden “zoals gewijzigd door de wet van 31 juli 2009” worden weggelaten, opdat de verwijzing naar die wettelijke bepaling niet wordt gefixeerd. Deze opmerking geldt ook voor artikel 21, § 1, 6°, B), van het ontwerp.
4. Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 21, § 1, 2°.
5. Artikel 19, § 4, derde lid, betreffende de verspreiding van de inlichtingen in kwestie, dient te vervallen, aangezien daarvoor geen rechtsgrond voorhanden is.
6. De voorgaande opmerking geldt ook voor artikel 22, § 4, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 21

1. In artikel 21, § 1, 4°, eerste streepje (lees: a)), moet worden verwezen naar “het Gemeenschappelijk Optreden 98/733/JBZ”, in plaats van naar “het Gemeenschappelijk Optreden 98/773/JBZ”. Daarenboven dient het volledige opschrift van dat gemeenschappelijk optreden te worden vermeld.
2. In artikel 21, § 1, 4°, tweede streepje (lees: b)), moet worden verwezen naar het kaderbesluit 2003/568/JBZ van de Raad van 22 juli 2003 ‘inzake de bestrijding van corruptie in de privésector’ waarbij Gemeenschappelijk Optreden 98/742/JBZ is ingetrokken.
3. De verwijzing naar het “besluit van de Raad van 26 mei 1997” moet voorts worden vervangen door een verwijzing naar de “Overeenkomst, opgesteld op basis van artikel K.3, lid 2, onder c), van het Verdrag betreffende de Europese Unie, ‘ter bestrijding van corruptie waarbij ambtenaren van de Europese Gemeenschappen of van de Lidstaten van de Europese Unie betrokken zijn’, gedaan te Brussel op 26 mei 1997”.
4. Evenzo moet in artikel 21, § 1, 4°, derde streepje (lees: c)), het volledige opschrift van de bedoelde overeenkomst worden vermeld, te weten “Overeenkomst, opgesteld op grond van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, ‘aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen’, gedaan te Brussel op 26 juli 1995”.

5. In artikel 21, § 1, 4°, vierde streepje (lees: d)), moet worden verwezen naar richtlijn 2005/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 ‘tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme’, waarbij richtlijn 91/308/EEG is ingetrokken.

6. Artikel 21, § 1, 4°, moet eveneens worden aangevuld met een verwijzing naar de internrechtelijke bepalingen die de voornoemde Europese regels omzetten of er uitvoering aan geven.

7. Artikel 21, § 2, moet worden aangevuld teneinde duidelijk aan te geven waar de voorwaarden in kwestie “vermeld” staan.

Artikel 23

1. In artikel 23, § 2, eerste lid, a), eerste streepje, moet de verwijzing naar de “vorige paragraaf, a)” worden verbeterd: een paragraaf wordt immers aangeduid met de vermelding van het nummer ervan; de onderverdelingen a), b), enz. kunnen in een zin alleen worden gebruikt om de onderdelen van een opsomming aan te duiden.

2. In artikel 23, § 2, eerste lid, c), is het begrip “herhaaldelijk verzoek” te vaag. Het moet derhalve worden herzien.

3. Artikel 23, § 3, derde lid, betreffende de procedures voor het beroep tegen de schorsing of de intrekking van een erkenning, kan niet aanvaard worden en die bepaling dient te vervallen, aangezien ze alleen maar melding maakt van de bevoegdheid van de Raad van State inzake bestuurshandelingen.

Artikel 26

Artikel 26 van het ontwerp strekt ertoe artikel 12 van het ministerieel besluit van 20 november 1980 ‘tot vaststelling van het normaal bedrag van de honoraria der personen opgeroepen in strafzaken wegens hun kunde of hun beroep’ te vervangen.⁵

De rubrieken 1° tot 10° van het ontworpen artikel 12 van het ministerieel besluit van 20 november 1980 stemmen overeen met de rubrieken I tot XI van de vervangen bepaling. Het ontworpen punt 10° lijkt de huidige rubrieken X en XI evenwel door elkaar te halen.

De steller van het ontwerp moet de onderzochte bepaling op dat punt nagaan en indien nodig de nummering van de verschillende daarin opgenomen rubrieken wijzigen.

⁵ En niet te wijzigen, zoals de inleidende zin van dat artikel te kennen geeft.

Artikel 27

De woorden “en bijlage” zijn overbodig en moeten worden weggelaten.

Voorts moeten in de opheffingsbepaling alle nog geldende wijzigingen worden vermeld die in het opgeheven besluit zijn aangebracht.⁶

De tekst moet in die zin worden aangevuld.

SLOTOPMERKINGEN

1. In meerdere bepalingen wordt de uitdrukking “kalenderdagen” gebezigd.⁷⁻⁸. Aangezien er met gewone dagen wordt gerekend, is het beter “dagen” te schrijven.⁹

Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

2. In artikel 6 moeten de woorden “bij dit besluit” worden weggelaten.¹⁰

Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

3. Het ontwerp bevat tal van grammaticale fouten die moeten worden gecorrigeerd.¹¹

Heel het ontwerp moet nauwkeurig worden nagelezen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 138.

⁷ Zie onder meer artikel 7, tweede lid, artikel 8, § 1, eerste en derde lid.

⁸ In de Franse tekst wordt die uitdrukking nu eens weergegeven met “jours de calendrier” en dan weer met “jours calendrier”, wat een anglicisme is.

⁹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 95, a).

¹⁰ *Ibid.*, aanbeveling 72, a).

¹¹ Zie bijvoorbeeld, voor de Franse tekst, de artikelen 8, § 1, derde lid, en 21, § 1 (“délit terrorist”).